

INTERGLOBAL

ESCLAVAGE EN LIBYE

Une hypocrisie mondiale

Maryline Dumas

Depuis la diffusion d'un reportage de CNN mi-novembre montrant une vente aux enchères de migrants, la communauté internationale se dit scandalisée. Pourtant, tout le monde savait.

Les images sont sombres, mais on entend distinctement : « 500, 550, 600, 650... » L'homme est finalement vendu 1.200 dinars libyens (environ 744 euros au taux officiel ou 110 euros au marché noir, bien plus utilisé). Ce reportage vidéo diffusé le 14 novembre par CNN a fait l'effet d'un coup de tonnerre mondial. Ces ventes aux enchères d'êtres humains étaient jusque-là restées discrètes et sont probablement rares. Mais l'esclavagisme en Libye est loin d'être nouveau et prend différentes formes. La responsabilité, elle, est internationale.

Des migrants aux enchères

Utilisant des caméras cachées, CNN a pu assister à la « vente » d'une douzaine de personnes en moins de dix minutes. « Est-ce que quelqu'un a besoin d'un pelleteur ? C'est un grand homme fort, il va creuser », entend-on le vendeur dire. Ces enchères auraient lieu, selon la chaîne américaine, dans au moins une petite dizaine de villes, situées pour la plupart dans l'Ouest libyen d'où a lieu la grande majorité des départs vers l'Europe pour des raisons géographiques et climatiques. Ces images posent néanmoins question. Si le « commerce » de groupes de migrants entre trafiquants était connu, la vente d'individus pour leur force de travail ne l'était pas. Un Libyen joint par téléphone s'étonne d'ailleurs : « Pourquoi acheter un migrant alors qu'il suffit d'aller en embaucher un à un grand carrefour ? Ça coûte bien moins cher. Je n'ai jamais entendu parler d'une personne qui possède un être humain. »

Sans analyse et enquête plus poussées, la vidéo a provoqué des réactions dans le monde entier : rassemblements devant les ambassades libyennes, messages de stars tels

que le footballeur Paul Pogba ou le chanteur Alpha Blondy. Les Libyens, eux-mêmes, ont utilisé le hashtag #Libyansagainstslavery (Libyens contre l'esclavage), publiant sur les réseaux sociaux des photos d'eux avec des Subsahariens. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est déclaré « horrifié ». Le Niger, dont un certain nombre de citoyens se trouvent justement en Libye, a demandé que le sujet soit traité au sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne des 29 et 30 novembre. De son côté, le Gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale et censé contrôler une grande partie de l'Ouest libyen, a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Mieux vaut tard que jamais. L'esclavagisme est un phénomène courant en Libye depuis de nombreuses années. Il touche d'ailleurs tous les migrants, qu'ils soient libres ou non.

En 2013, John, un Nigérien, déconseillait déjà à ses proches de le rejoindre à Tripoli. L'homme, comme beaucoup de ses camarades, se positionnait chaque matin à un rond-point important de la ville, espérant trouver un travail à la journée. « Ici, on nous traite comme des esclaves. Parfois, sur les chantiers, ils nous battent. D'autres, en fin de journée, refusent de nous payer. » Sa situation de clandestin ne lui permettait pas d'aller se plaindre dans un commissariat. Évoquer cette possibilité avait d'ailleurs fait rire Peter, un Ghanéen, qui écoutait la conversation : « Parfois, les policiers viennent nous arrêter ici et nous obligent à travailler pour eux, gratuitement, avant de nous relâcher. »

Mamadou Kourbaï, lui, a été exploité par son passeur. Le woxx l'a rencontré à Médénine, dans le Sud tunisien, en mai dernier (woxx 1429). Le Malien venait de quitter la Libye et attendait son rapatriement. Pour payer son voyage, Mamadou Kourbaï dit avoir travaillé gratuitement pendant deux mois en tant que maçon pour Oussama. Une période difficile où les exactions étaient quotidiennes : « Les

Libyens, quand ils considèrent que tu n'as pas bien travaillé, ils te tirent dessus ! »

Dans les centres de rétention, en Libye, la situation n'est guère plus enviable. En 2015, le directeur d'un centre près de Tripoli expliquait au woxx une méthode pour « éviter la surpopulation » dans son établissement : « Des patrons, des entreprises viennent chercher des employés qui ont été arrêtés. On les libère après la signature d'un papier. » Au passage, les gardes touchent parfois une commission. Les conditions de travail des clandestins ne sont pas vérifiées dans ce pays où les institutions étatiques sont à l'agonie. Le directeur du centre utilisait d'ailleurs des migrants clandestins pour les travaux d'agrandissement de sa prison.

L'argent coule à flots

Une trentaine de centres de rétention existent en Libye et sont censés être sous l'égide du Département pour la lutte contre la migration illégale, dépendant du ministère de l'Intérieur. Le chiffre est approximatif, car fermetures, réouvertures et déménagements sont réguliers. Ces lieux sont généralement des hangars nouvellement construits, d'anciennes usines ou de grandes fermes. Certains étant tenus par des milices, il est parfois difficile de distinguer les camps officiels des illégaux. Les groupes armés ont bien compris l'intérêt de ce genre d'établissement. L'argent peut couler à flots et par différents moyens : extorsion d'argent aux migrants pour leur libération, vol de leurs affaires, travail gratuit ou alors vente à des trafiquants pour remplir les bateaux, à des gangs qui extorqueront les familles ou à des « employeurs ».

Concernant les « ventes » d'êtres humains, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a publié, en avril dernier, un rapport intitulé « L'OIM découvre des marchés aux esclaves qui mettent en péril la vie des migrants en Afrique du Nord ». L'Organisation des Nations

unies évoque notamment le témoignage d'un Sénégalais, appelé SC pour protéger son identité, qui aurait été « acheté » et amené dans une maison où une centaine de migrants étaient retenus : « Il a raconté que les ravisseurs avaient forcé les migrants à appeler leur famille au pays et que ces derniers subissaient des coups pendant qu'ils parlaient pour que leurs proches entendent qu'ils se faisaient torturer. Pour être libéré de cette première maison, SC devait payer 300.000 francs CFA (environ 457 euros) qu'il n'a pas pu récolter. Il a ensuite été 'acheté' par un autre Libyen, qui l'a amené dans une maison plus grande, où un nouveau prix a été fixé pour sa libération : 600.000 francs CFA (914 euros), à payer par Western Union ou MoneyGram à une personne du nom d'Alhadji Balde, apparemment au Ghana. »

Les trafiquants d'êtres humains s'appuient en effet sur des Africains qui, en échange d'un pourcentage, vont servir de lien. Dans les pires cas - lorsque les migrants sont pris en otages -, c'est souvent un compatriote qui s'occupe de joindre la famille pour exiger une rançon. C'est également une personne du même pays qui récupère l'argent.

Des ambassades absentes

Au sein des réseaux de trafiquants, l'« officier de liaison » subsaharien peut également jouer le rôle du bourreau. Ainsi, un membre d'une ONG de secours aux migrants dit avoir entendu des témoignages de personnes qui avaient été torturées par un compatriote : « C'est peut-être même les pires. Car eux-mêmes ont vécu des traumatismes et n'ont plus peur de rien. Les gros trafiquants, eux, sont contents de 'déléguer'. »

Les faits sont donc connus, mais quelles mesures ont été prises ? La plupart des représentations diplomatiques ont quitté la Libye en 2014, alors que les combats faisaient rage, à Tripoli, entre les brigades islamo-

Le camp de transit de Tariq al-Seka à Tripoli doit normalement accueillir des migrants qui s'apprêtent à être rapatriés chez eux. Dans les faits, certains restent coincés ici pendant des mois (photo prise en septembre 2017).



©MAYLINE DUMAS

conservatrices de Fajr Libya (Aube libyenne) et les milices de Zintan, qui soutiennent le maréchal Haftar, bras armé du gouvernement de l'Est libyen. Le Département pour la lutte contre la migration illégale ne cesse de le répéter : les ambassades africaines traînent des pieds et ne coopèrent pas pour aider au rapatriement de leurs compatriotes. Seul le Niger effectue des visites régulières dans les centres de rétention, comme le woxx a pu le constater à différentes reprises.

L'OIM a très largement accéléré les retours volontaires, passant de 2.775 en 2016 à plus de 11.000 entre janvier et novembre 2017. Mais pour cela, les pays d'origine doivent fournir les papiers d'identité, souvent jetés, détruits ou volés. En septembre, des Marocains souhaitant être rapatriés au plus vite ont entamé une grève de la faim dans le centre de transit de Tariq al-Seka, à Tripoli. Le dernier groupe renvoyé au pays avait dû patienter plus de quatre mois pour obtenir les autorisations de Rabat. Dans ce même lieu, Mamani, orphe-

line de 5 ans, attendait depuis plus de cinq mois que l'ambassade ivoirienne la prenne en charge.

D'autres n'ont pas la possibilité d'un retour. « J'ai quitté le pays à cause de problèmes avec ma famille, liés à mon orientation sexuelle », explique avec pudeur Nir. « Il n'est pas question que je rentre dans mon pays qui est en guerre. » Le Sud-Soudanais de 18 ans baisse la voix en évoquant sa situation : affirmer son homosexualité, en Libye, c'est prendre un risque. Il attend dans le camp de Tariq al-Seka, espérant obtenir l'asile. En Libye, le statut de réfugié n'est pas reconnu. Aucune différence n'est faite entre un migrant économique et un demandeur d'asile.

C'est alors aux organisations internationales de prendre ces réfugiés en charge. Mais, à part les enregistrements dans les centres de rétention, peu a été fait jusque-là. Alors que la crise migratoire a causé la mort ou la disparition de plus de 15.000 personnes en Méditerranée depuis 2014, ce n'est que le 13 novembre 2017 que l'ONU a exfiltré, pour la première fois,

des réfugiés originaires d'Éthiopie, d'Érythrée et du Soudan. Ils étaient au nombre de 25, alors que, selon la France, entre 800.000 et un million de migrants se trouvent en Libye, dont 20.000 en centre de rétention d'après l'OIM. Ces 25 réfugiés pourraient être accueillis en France. Paris a annoncé en octobre l'ouverture d'un corridor humanitaire avec l'Afrique qui devrait bénéficier à 3.000 migrants avant fin 2019.

L'Union européenne mise sur la sécurité

L'Union européenne a choisi de mettre l'accent sur la sécurité. Cet automne, l'Italie a été accusée d'avoir offert de l'argent à des groupes de trafiquants dans la région de Sabratha (à 80 kilomètres à l'ouest de Tripoli), devenu le plus gros point de départ de migrants. Objectif : que ces criminels stoppent leurs activités et empêchent leurs concurrents de continuer. Un des passeurs a d'ailleurs confirmé avoir reçu de l'argent. L'annonce a créé de vives tensions qui se sont

conclues par des combats, qui ont repoussé les trafiquants hors de la ville début octobre.

Parallèlement l'Union européenne forme et finance les garde-côtes libyens, qui ont ainsi intercepté près de 20.000 migrants entre janvier et novembre 2017. Des personnes aussitôt envoyées dans des centres de rétention. Mi-novembre, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al-Hussein, s'est élevé contre cette méthode d'interception qu'il juge « inhumaine », affirmant que des employés des Nations unies ont vu des « milliers d'hommes, de femmes et d'enfants traumatisés, au visage émacié, entassés les uns sur les autres, enfermés dans des hangars sans accès à des fournitures de base et privés de toute dignité humaine ».

